



**USAID**  
FROM THE AMERICAN PEOPLE



# **Une étude des Expériences et des Vulnérabilités des Pasteurs et des Groupes à Risque dans le Département de l'Atakora au Bénin**

**Sommaire Exécutif | Janvier 2023**



## Remerciements

**Recherche, rédaction et édition:** Aneliese Bernard et Dr. Aziz Mossi

Ce résumé exécutif accompagnant le rapport analytique est rendu possible grâce au soutien du peuple américain par le biais de l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID). Le contenu de ce rapport relève de la seule responsabilité d'Elva Community Engagement et ne reflète pas nécessairement les opinions de l'USAID ou du gouvernement des États-Unis.

Pour toute demande de renseignements ou questions, veuillez contacter [info@elva.org](mailto:info@elva.org).

Photo de couverture par Dragos Lucian Birtoiu / Shutterstock

Stichting Elva  
Lange Voorhout 43  
2514 EC The Hague  
The Netherlands

© 2023 Stichting Elva. Tous droits réservés. Aucune partie de ce document, y compris le matériel visuel, ne peut être distribuée, reproduite et/ou publiée sous quelque forme que ce soit sans l'autorisation écrite préalable de Stichting Elva.

## Sommaire Exécutif

Le Bénin, comme ses voisins d'Afrique de l'Ouest, fait désormais face à une violente insurrection extrémiste. Les Organisations Extrémistes Violentes (OEV) ont adopté une approche intersectionnelle et multidimensionnelle pour recruter et influencer la population locale au Bénin. Cette approche que l'on peut considérer comme nouvelle est une réponse adaptée au particularisme du Bénin, qui se caractérise par ses cultures, ses religions et sa démographie pluralistes, mais aussi du fait d'institutions fortes et présentes sur le territoire national, comparativement à ses voisins sahéliens. Néanmoins, les groupes extrémistes violents continuent à exploiter les griefs des groupes à risque au sein de la population locale, par le recrutement direct et la diffusion de propagande.

Cette recherche a révélé que les éleveurs figuraient parmi les groupes à risque dans le département de l'Atakora, ces deniers sont la cible principale des efforts de recrutement des OEV, on peut alors constater que ce ciblage a également été involontairement facilité par les récentes réformes politiques du Bénin visant à moderniser son secteur agropastoral, mais aussi par la volonté de conserver l'écosystème fragile du complexe parc W-Arly-Pendjari. Ces réformes ont eu un impact sur les moyens de subsistance de certains des groupes les plus vulnérables de l'Atakora, qui traditionnellement dépendent fortement de la production locale plutôt que des échanges commerciaux. En conséquence, la recherche a trouvé des cas documentés de ces vulnérabilités poussant directement les groupes à risque à rejoindre l'État islamique dans le grand Sahara (EIGS) et le Groupe de Soutien à l'Islam et aux Musulmans aussi connue sous le nom de Jama'at Nusrat al-Islam wal — Muslimin (GSIM).

### Chiffres clés<sup>1</sup>

- 45 % de l'échantillon de recherche a déclaré avoir vu le GSIM dans leur communauté.
- 30 % reconnaissent avoir personnellement interagi avec des combattants du GSIM.
- 23 % ont fait l'expérience de tentatives de recrutement de la part de GSIM.
- 20 % connaissent personnellement quelqu'un qui a rejoint GSIM.
- 50 % des répondants de Matéri ont connu des conflits intercommunautaires en 2022, une baisse par rapport aux années précédentes que les répondants attribuent à la présence militaire à Porga
- Plus de 70 % des personnes interrogées soutiennent les efforts des forces de sécurité dans le nord.
- 96 % des répondants de Kouandé ont subi des violences intercommunautaires, ce qui fait que plus de 60 % des répondants de Kouandé déclarent se sentir plus en insécurité en 2022 que d'habitude.

---

<sup>1</sup> Ce sont des statistiques à partir de données primaires collectées par Elva Community Engagement dans huit localités des communes de Matéri, Tanguiéta, Coby et Kouandé, dans le département de l'Atakora, en septembre 2022. L'échantillon de recherche comprenait 192 entretiens avec des informateurs clés et 271 participants à 32 groupes de discussion. Désagrégé par sexe : l'échantillon de recherche était composé à 86 % d'hommes et à 14 % de femmes.

- 50 % des affrontements violents entre agriculteurs et éleveurs dans l'Atakora ont été résolus avec succès après médiation avec la Police Républicaine.

## Conflits entre Agriculteur et Éleveur

Les relations entre agriculteurs et éleveurs jouent un rôle important dans la formation et l'impact des relations socio-économiques au niveau communautaire en Afrique de l'Ouest, en effet le pastoralisme a toujours constitué un pilier important de la vie économique des populations de la région.<sup>2</sup> Par conséquent, les agriculteurs et les éleveurs avaient généralement des relations relativement apaisés et mutuellement bénéfiques, de sorte que la coopération entre ces deux groupes était plus habituelle que les conflits. Cependant, ces dernières années les tensions inter-communautaires ont amené à un accroissement des différences et conflits entre ces groupes ; tensions que les OEV et les milices communautaires exploitent désormais.<sup>3</sup> Par exemple, les éleveurs Peulh subissent souvent une privation importante de leurs droits, résultant aussi bien de leur manque de citoyenneté que du droit de propriété foncière au Bénin. Par conséquent, les opinions autochtonistes qui se sont développées dernièrement dans l'Atakora, dépeignent les Peuls comme des collaborateurs des OEV ; ce qui a également entraîné un accroissement des discriminations sociales qui parfois ont dégénéré en acte de violence.

Cette recherche a révélé que les conflits entre agriculteurs et éleveurs au Bénin résultent principalement de dommages matériels et de conflits sur l'accès aux ressources et aux terres. Dans le département de l'Atakora, la violence due aux conflits entre agriculteurs et éleveurs s'est intensifiée depuis 2020. L'augmentation récente de la violence est principalement liée à la mise en œuvre de la réforme agraire et foncière et des normes de sédentarisation associées à la fermeture des parcs nationaux qui ont alors réduit la disponibilité d'espaces de pâturage et d'agriculture communs. Cela a eu un impact chez les éleveurs et les bergers en limitant leurs possibilités de subsistance, tout en réduisant leur influence politique et sociale. Chez les agriculteurs ont également été impactés par les réformes agraires, qui ont alloué certaines terres agricoles à des corridors de transhumance et de aires de pâturage. De manière générale, il semble donc que la confusion autour de ces nouvelles politiques puisse être considérée comme étant la première cause de friction au niveau intercommunautaire.

## Accroissement de l'insécurité dans le département de l'Atakora

En plus de l'escalade des conflits intercommunautaires résultant des politiques foncières locales, on constate que l'insécurité a augmenté dans l'Atakora depuis 2021. Si le déploiement militaire à Porga a servi de moyen de dissuasion contre les faits de violence locale régulière et les activités criminelles dans la commune de Matéri. L'absence de patrouilles de sécurité

---

<sup>2</sup> Schmidt, Peter, and Muggah, Robert. 2021. « Climate Change and Security in West Africa. » Igarape Institute. <https://www.jstor.org/stable/resrep29101.6>.

<sup>3</sup> Ibid.

régulières dans les autres communes, a entraîné une vulnérabilité accrue aux OEV et aux conflits intercommunautaires. Bien que les raisons des avancées du GSIM au Bénin ne soient pas tout à fait précises, le contrôle et l'accès à la chaîne d'approvisionnement illicite, qui traverse le nord du Bénin, est au cœur de leur stratégie actuelle.<sup>4</sup> Koalou — un nœud important de la chaîne d'approvisionnement illicite - situé au nord de l'Atakora, reste aujourd'hui un des principaux bastions du GSIM et représente une vulnérabilité importante pour le Bénin, notamment en raison de la porosité des frontières et de la dépendance des communautés du nord vis-à-vis du commerce de cette ville et des routes commerciales environnantes.<sup>5</sup>

Les activités et le recrutement du GSIM au Bénin sont à la fois une combinaison de débordement, à travers sa poussée vers le sud à partir du Sahel, et de son interaction avec des groupes mobiles en périphérie; ainsi que d'un développement local, à travers le recrutement local au sein des groupes les plus à risques : La recherche a révélé sans équivoque que l'extrémisme violent s'est d'abord étendu au Bénin par le biais de points d'entrée avec des groupes mobiles. En effet, alors que les possibilités de subsistance se réduisent, le désespoir des éleveurs pour l'accès aux biens de base et à des ressources financières les ont poussés vers les OEV. De plus, leur marginalisation autour des couloirs de transhumance, des zones frontalières et la brousse - espace souvent situé dans les zones sous contrôle et/ou influence des OEV— les ont amenés à une interaction étroite avec le GSIM. De même, les communautés de l'Atakora sont devenues méfiantes à l'égard des étrangers et des migrants saisonniers qui traversent régulièrement les frontières, en raison de la facilité avec laquelle ils semblent traverser les espaces contrôlés par les OEV au Burkina Faso et dans les parcs.

Cependant depuis 2021, les débordements ont laissé place à un recrutement local et à une insurrection intérieure, qui est principalement menée par des opérateurs du GSIM provenant du Burkina Faso ; les jeunes se sont révélés être le groupe le plus à risque pour le recrutement local dans l'Atakora. En plus des facteurs habituels qui poussent les jeunes hommes et femmes vers les OEV en Afrique de l'Ouest (chômage, manque d'éducation, religion, etc.), la possibilité d'ascension sociale et de gains rapides d'argent, se sont avérés être un moteur important pour rejoindre des OEV. Des facteurs d'incitation similaires s'appliquent aux femmes, et le GSIM aurait utilisé la promesse de liberté de ne pas se marier ou le choix d'un jeune mari, comme méthode de recrutement avérée dans l'Atakora ; en effet plusieurs cas de jeunes femmes ayant choisi de rejoindre le GSIM au Burkina Faso ont été rapportés.

La recherche a révélé que la présence du GSIM dans l'Atakora est devenue de plus en plus familière pour la population locale, soulignant un objectif de gagner le soutien local et la longévité avec laquelle GSIM est là. Au cours de l'année écoulée, le GSIM a cessé de compter exclusivement sur des recrues clandestines, et à la place entre dans une communauté et rencontre d'abord les autorités de la communauté pour se présenter et présenter leurs

---

<sup>4</sup> Kwarkye, Sampson. "Breaking terrorism supply chains in West Africa." *ISS Africa*, 8 June 2020, <https://issafrica.org/iss-today/breaking-terrorism-supply-chains-in-west-africa>.

<sup>5</sup> Bernard, Aneliese. 2021. Tracking the Spillover of Violent Extremism from the Sahel to Littoral West Africa. N.p.: Elva Community Engagement.

intentions. Ils continuent également d'offrir des incitations financières aux groupes à risque qui sont facilement persuadés d'adhérer, afin d'augmenter leur nombre. Ces actions illustrent le niveau d'impunité que le groupe a développé depuis le début de son activité au Bénin.

## Interventions ciblées pour renforcer la résilience locale

Des organisations de la société civile qui déploient des actions localisées de stabilisation communautaire existent dans le département de l'Atakora. Cependant, des années de négligence et de manque de ressources ont rendu nombre de ces organisations non adaptées pour faire face à l'extrémisme violent. Cette recherche a révélé que la vulnérabilité de la population locale était largement due au manque d'informations et de connaissances générales sur ce qu'est l'extrémisme violent, qui est à risque et quels mécanismes de résilience peuvent être déployés en réponse. Cela s'est manifesté comme une des principales vulnérabilités que les OEV ont exploitées, lors de la promotion de leur programme et leurs campagnes de désinformation.

Des solutions ciblées et localisées doivent s'articuler autour d'actions d'éducation civique sur le système juridique béninois et des outils disponibles pour résoudre les problèmes intercommunautaires et agropastoraux. De plus, le déploiement d'actions sur les moyens de subsistance pour des jeunes, des femmes, des éleveurs et des agriculteurs au chômage pourrait considérablement atténuer la précarité auquel ces groupes vulnérables sont confrontés et que les groupes extrémistes violents exploitent activement à des fins de recrutement. Enfin, les activités de cohésion communautaire sont essentielles pour s'assurer que les clivages inter et intracommunautaires soient atténués, en particulier les différences intergénérationnelles, qui se sont notamment exacerbées avec l'avènement des réseaux sociaux.

Nonobstant, malgré la multitude de vulnérabilités qui affectent le nord, le Bénin comparativement à ses pays voisins, connaît un sentiment plus fort de cohésion sociale et de confiance en l'État. Cependant, l'apparition de l'extrémisme violent a eu des impacts négatifs sur la capacité des communautés du Nord à s'adapter à leur environnement déstabilisant. La résilience commence à faiblir et les efforts préétablis de prévention/lutte contre l'extrémisme violent (P/LEV) sont de moins en moins capables de résister aux pressions des groupes extrémistes violents. Néanmoins, le combat n'est pas perdu. Des efforts réfléchis et menés localement pour renforcer les mécanismes de vigilance existants et en tirer parti pour surmonter les fissures culturelles qui poussent les groupes marginalisés vers l'extrémisme violent pourraient reconstruire la résilience communautaire.